

DÉLIBÉRATION N°CP 2022-018

DU 28 JANVIER 2022

PREMIÈRES AFFECTATIONS, VERSEMENT DE COTISATIONS, AVENANT N°1 DE LA CONVENTION EPSILON POUR LE PROJET SOLSTISS ET L'ACCORD DE CONFIDENTIALITÉ AVEC LA SOCIÉTÉ VALEO POUR LES DONNÉES SMART SERVICES

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU la délibération n° CP 02-315 du 2 juillet 2002 portant adhésion au club utilisateurs de CORIOLIS ;

VU la délibération n° CR 01-14 du 13 février 2014 portant création d'une association EPSILON pour mutualiser les projets informatiques communs à plusieurs régions ;

VU la délibération n° CP 15-250 du 9 avril 2015 approuvant la convention-cadre entre la région et l'association EPSILON ;

VU la délibération n° CP 2018-420 du 19 septembre 2018 portant adhésion au CIGREF ;

VU la délibération n° CP 2018-462 du 17 octobre 2018 portant adhésion à la centrale d'achats SIPP'N'CO du SIPPEREC ;

VU la délibération n° CP 2018-580 du 21 novembre 2018 portant approbation de la convention constitutive modifiée du GIE d'infogérance publique communautaire du Datacenter régional ;

VU la délibération n° CP 2019-114 du 19 mars 2019 portant ratification du projet relative à la tierce maintenance applicative et évolutive de l'application SOLSTISS ;

VU la délibération n° CP 2021-160 du 1^{er} avril 2021 portant adhésion à la centrale d'achats Focus Numérique du Syndicat mixte du Val d'Oise ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU le budget 2022 de la Région Île-de-France ;

VU l'avis de la commission de l'administration générale ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2022-018 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide d'affecter, à titre provisionnel, en autorisation de programme 7 560 000 € sur le chapitre 900 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP0202-002 (102002) « Moyens informatiques des services » du budget 2022 pour les dépenses d'investissement liées aux Systèmes d'Information.

Article 2 :

Décide d'affecter, à titre provisionnel, en autorisation d'engagement 4 195 840 € sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP0202-012 (102012) « Fonctionnement des services », action 10201205 « informatique » du budget 2022 pour les dépenses de fonctionnement liées aux Systèmes d'information.

Article 3 :

Décide le versement de la cotisation à l'association CIGREF, au titre de l'année 2022.

Affecte à cet effet, une autorisation d'engagement de 10 000 € prélevée sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP0202-012 (102012) « Fonctionnement des services », action 10201205 « informatique » du budget 2022.

Article 4 :

Décide le versement de la cotisation à l'association SIPPEREC au titre de la participation financière d'adhésion à la SIPP'N'CO pour l'année 2022 (11 500 €) et le complément de la cotisation pour l'année 2021 (60€).

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de 11 560 €, disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP0202-012 (102012) « Fonctionnement des services », action 10201205 « informatique » du budget 2022.

Article 5 :

Décide le versement de la cotisation à la centrale d'achat du Syndicat Val d'Oise Numérique, au titre de l'année 2022.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de 7 000 € au profit du Syndicat Val d'Oise Numérique sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP0202-012 (102012) « Fonctionnement des services », action 10201205 « informatique » du budget 2022.

Article 6 :

Décide le versement de la cotisation à l'association EPSILON, au titre de l'année 2022.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de 5 500 € au profit de l'association

EPSILON sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP0202-012 (102012) « Fonctionnement des services », action 10201205 « informatique » du budget 2022.

Article 7 :

Décide le versement de la cotisation à l'association CLUB DES UTILISATEURS CORIOLIS, au titre de l'année 2022.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de 100 € au profit de l'association CLUB UTILISATEURS CORIOLIS sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP0202-012 (102012) « Fonctionnement des services », action 10201205 « informatique » du budget 2022.

Article 8 :

Décide d'affecter, à titre provisionnel, en autorisation d'engagement 450 000 € sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP0202-012 (102012) « Fonctionnement des services », action 10201210 « Télécommunications » du budget 2022 pour les dépenses de fonctionnement liées aux Systèmes d'Information.

Article 9 :

Décide d'affecter, en autorisation d'engagement 1 050 000 € sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP0202-012 (102012) « Fonctionnement des services », action 10201216 « Transformation numérique – SMART services » du budget 2022 pour les dépenses de fonctionnement liées au numérique.

Article 10 :

Décide d'approuver l'avenant n°1 joint en annexe avec EPSILON pour la tierce maintenance applicative et évolution du projet SOLSTISS et autorise la Présidente du conseil régional d'Île de France à le signer.

Article 11 :

Décide d'approuver l'accord de confidentialité joint en annexe n°2 avec Valeo pour le programme SMART Région et autorise la Présidente du conseil régional d'Île de France à le signer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 28 janvier 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 28 janvier 2022 (référence technique : 075-237500079-20220128-Imc1134190-DE-1-1) et affichage ou notification le 28 janvier 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Avenant 1 EPSILON - projet Solstiss



Centrale d'Achat Informatique

Hôtel de Région
14, rue François de Sourdis
33077 BORDEAUX CEDEX

**Avenant n°1 à l'annexe
projet SOLSTISS
Tierce Maintenance Applicative et Evolutive de la solution
SOLSTISS
(Solution de Suivi Transrégional des Instituts Sanitaires et
Sociaux)**

Préambule

Dans le cadre de la démarche de mutualisation via Epsilon, 13 Régions (AuvergneRhône-Alpes, Bretagne, Bourgogne-Franche-Comté, Centre-val-de-Loire, Grand-Est, Hauts-de-France, Ile-de-France, Normandie, Nouvelle-Aquitaine, Mayotte, Pays de la Loire, Occitanie et Sud – Provence-Alpes-Côte d'Azur) participent au projet SOLSTISS.

Epsilon a notifié un accord-cadre relatif à la Tierce Maintenance Applicative du logiciel SolSTISS le 30 avril 2019 qui arrivera à expiration le 30 avril 2023. Les Régions par le biais de leurs annexe-projets initiales se sont engagées financièrement pour 3 ans jusqu'au 30 avril 2022.

Pour mémoire, d'avril 2019 à avril 2022, les commandes d'évolutions ont concerné ou vont concerner le palier 1 et le palier 2 ainsi que le module « Apprenants AGORA » qui sont en cours de finalisation. Il restera donc à mener les évolutions du socle pour la dernière année d'avril 2022 à avril 2023.

Les Régions membres doivent réengager des crédits pour cette 4^{ème} et dernière année et doivent faire ratifier le présent avenant 1 à l'annexe-projet initiale qui formalise leurs engagements et le cadre de mutualisation en s'appuyant sur les principes de la convention-cadre que chaque Région a signée avec Epsilon.

Les commandes et les marchés subséquents fondés sur l'accord-cadre notifié en 2019 par Epsilon au prestataire Axyus pourront être passés, exécutés et payés selon les deux procédures prévues à la convention-cadre Epsilon :

- Soit directement par Epsilon, pour les prestations mutualisées (procédure A)
- Soit directement par l'une des Régions ou collectivités participantes, pour des besoins spécifiques (procédure B)

Les évolutions mutualisées ont été menées par Epsilon en procédure A tandis que le module « Apprenants AGORA » a été mené en procédure B par la Région des Pays de la Loire dans un souci de simplification avec l'Etat pour la perception des subventions du PACTE.

Dans le souci de sécuriser l'utilisation du logiciel par les Régions membres et de régulariser les questions tenant aux droits de la propriété intellectuelle, le présent avenant 1 servira également de moyen pour les Régions signataires de régulariser les questions liées à des cessions et licences de droits d'auteur sur le logiciel dont elles ont fait l'acquisition de façon séparée ou conjointe.

L'article 4 du présent avenant 1, en plus de prévoir le sort des droits de propriété intellectuelle liés au projet SOLSTISS viendra donc régulariser les questions précitées au regard de la consultation juridique menée par Epsilon en 2020 et 2021 quant au devenir des droits acquis par les Régions et par Epsilon sur le logiciel en question.

Article 1 objet

Le présent avenant vise à redéfinir les dispositions financières du projet, le périmètre des prestations attendues restant inchangé et à sécuriser les questions liées aux droits de la propriété intellectuelle.

Article 2 Conditions de poursuite de participation au projet

La poursuite de la participation de chaque Région membre au projet SOLSTISS est soumise à une décision formelle d'approbation de cet avenant 1, selon la forme juridique adaptée à son arrêté de délégation de signature. Une copie de l'acte portant cette décision sera alors transmise à l'association EPSILON, une fois le cas échéant retour des services du Contrôle de Légalité effectif.

Chaque Région impliquée dans le projet SOLSTISS est alors engagée pour sa réalisation complète sur la durée et dans la limite des montants indiqués pour sa propre part à l'article 3. Elle s'engage à inscrire concomitamment à son budget ladite enveloppe financière. La durée du présent avenant 1 sera calée sur la dernière année de l'accordcadre 2019-01, soit une durée d'un an.

De même, l'association Epsilon est engagée sur la durée et au prix fixé à ce même article 3.

Article 3 Dispositions financières

3.1 Maintenance corrective et assistance au forfait - Enveloppe financière, clé de répartition

Cette prestation a déjà donné lieu à trois commandes couvrant une période allant jusqu'au 03/06/2022 sur le fondement de l'accord-cadre 2019-01.

Les prestations de maintenance corrective et d'assistance sont estimées avec la révision de prix à 109 500 €TTC, auxquelles se rajoutent la maintenance supplémentaire de 12%, soit 105 000 TTC estimés, sur tous les composants réalisés depuis 2019 dont le module « Apprenants AGORA », du 04/06/2022 au 03/06/2023, soit pour la dernière année un montant estimé de 214 500 €TTC à diviser entre les 13 Régions:

16 500 €TTC par Région (1/13) (Révision de prix estimée intégrée 1,035)
--

Cette participation fixée entre 13 Régions tient compte du partage et de la réduction des coûts suite à l'arrivée de la Région Bretagne et de Mayotte en 2021.

Les prestations seront réalisées dans le cadre de la procédure A de la convention-cadre et dans une logique de mise en œuvre exclusivement collective.

3.2 Evolutions – Réversibilité sortante - Enveloppes financières, clé de répartition

3.2.1 Evolutions mutualisées entre plusieurs Régions

Une fois identifiées collectivement les principales évolutions attendues pour la 4^{ème} et dernière année, EPSILON pourra lancer d'autres commandes ou marchés subséquents mutualisant ces prestations d'évolution pour SOLSTISS.

L'enveloppe que la Région autorise **sur la 4^{ème} et dernière année de l'accord-cadre** en prévoyant de disposer des fonds correspondants dans son budget est de :

15 000 €TTC (1/13) (Révision de prix estimée intégrée)

Les prestations seront réalisées dans le cadre de la **procédure A** de la convention-cadre et dans une logique de mise en œuvre exclusivement collective.

3.2.2 Evolutions individualisées par une Région membre

Chaque Région pourra commander des prestations d'évolution spécifiques dans le cadre de la **procédure B** de la convention-cadre. L'engagement financier pris dans le cas de prestations individualisées est de la responsabilité de chaque Région. Elle demandera une autorisation à Epsilon pour activer une procédure B, décrira le contenu des prestations et lui fournira un justificatif relatif aux crédits votés qui pourra prendre la forme d'un simple courrier ou mail d'une personne habilitée. Elle fera référence dans sa commande ou son marché à l'annexe-projet 2019-01 et au présent avenant 1 (Cf article 4.3).

3.2.3 Réversibilité sortante

L'enveloppe que la Région autorise **au titre de la transition sortante** en prévoyant de disposer des fonds correspondants dans son budget est de :

3 200 TTC par Région (1/13) (Révision de prix estimée intégrée 1,035)
--

Les prestations seront réalisées dans le cadre de la **procédure A** de la convention-cadre et dans une logique de mise en œuvre exclusivement collective. **Article 4**

Dispositions tenant à la Propriété Intellectuelle

4.1 A propos des droits sur le logiciel SOLSTISS cédés par AXYUS par le biais d'un groupement de commandes et de sa cession à Epsilon

Le Prestataire responsable de la réalisation et de la maintenance de SOLSTISS est la société AXYUS. Deux consultations juridiques d'avocats ont fait successivement apparaître que la Région Nouvelle-Aquitaine était seule signataire mais qu'il est néanmoins possible de considérer que l'ensemble des Régions faisant partie du groupement de commandes étaient bénéficiaires des droits.

Compte tenu de l'aléa existant sur ce point et en vue d'une régularisation définitive de la question, le présent avenant 1 permet aux Régions signataires qui ont fait partie du groupement de commandes initial de ratifier la cession des droits patrimoniaux de SOLSTISS à titre exclusif au profit d'Epsilon sans qu'il soit nécessaire de ratifier un contrat en sus du présent avenant.

Il est précisé que les Parties se sont entendues pour transférer leurs droits de propriété intellectuelle sans s'attacher au formalisme de l'article L. 131-3 du Code de la propriété intellectuelle au regard de la jurisprudence dite Perrier (Cour de Cassation, Chambre civile 1, du 13 octobre 1993, 91-11.241) qui a notamment retenu que : « *les dispositions de l'article L. 131-3 du Code de la propriété intellectuelle régissent les seuls contrats consentis par l'auteur dans l'exercice de son droit d'exploitation, et non ceux que peuvent conclure les cessionnaires avec des sous-exploitants (...)* ».

4.2 A propos de la tierce maintenance applicative et évolutive de SOLSTISS couverte par l'accord-cadre 2019-01 entre AXYUS et Epsilon

L'accord-cadre 2019-01 de Tierce maintenance applicative et/ou évolutive de SOLSTISS a été conclu entre AXYUS et Epsilon à compter du 30 avril 2019. Cette société a cédé les droits patrimoniaux à titre exclusif à Epsilon en ce qui concerne les évolutions qui pourrait naître du contrat précité.

La Région Ile de France et la Région des Pays de la Loire, qui ont commandé des prestations spécifiques en procédure B, respectivement une évolution relative à l'export de données et le module « Apprenants AGORA », dans le contrat précité passé par Epsilon avec AXYUS entendent céder, par le présent avenant 1, les droits patrimoniaux de ces développements à titre exclusif à Epsilon.

4.3 A propos de la licence accordée par Epsilon à l'ensemble des Régions parties au présent avenant 1 sur le logiciel SOLSTISS

Epsilon, qui a préalablement acquis les droits, (4.1-4.2) concède aux 13 Régions membres du projet les droits d'utilisation de SOLSTISS.

Epsilon, dans le cadre de la licence ci-jointe en annexe au présent avenant 1, cède aux Régions à titre non exclusif les droits d'utilisation de SOLSTISS.

Chaque développement spécifique (procédure B) commandé par une Région, dans le cadre du présent avenant 1, donnera lieu à conception d'un composant dont chaque Région partenaire du projet de logiciel (dont fait partie ce composant) pourra ensuite bénéficier.

Dans le cadre de la procédure B, la Région ou la collectivité qui passe directement une commande ou le cas échéant un marché subséquent sur le fondement de l'accord-cadre 2019-01 pour des prestations spécifiques, s'engage impérativement à faire référence à cet accord-cadre et à cet avenant 1 qui prévoit que les droits de la Propriété Intellectuelle remontent à Epsilon quelle que soit la procédure retenue, A ou B.

La licence d'utilisation mise en place par Epsilon annexée au présent avenant 1 prévoit que les Régions membres du projet SOLSTISS puissent utiliser les résultats des développements réalisés en procédure A et en procédure B et qu'une Région qui quitterait le projet puisse continuer à utiliser le logiciel, voire le confier à un tiers pour sa maintenance et ses évolutions. A ce sujet et compte tenu du fait que les contributions financières d'une Région sur les développements issus du logiciel qu'elle souhaiterait utiliser ne sont pas nécessairement d'un niveau homogène (au regard notamment de la date d'arrivée de la Région dans Epsilon ou dans le Projet), la Région accepte, si un écart significatif devait être constaté, que la poursuite de l'utilisation du logiciel dans sa version la plus récente, donnera lieu à des discussions afin qu'EPSILON l'autorise.

Fait à ;

Le ;

En 2 exemplaires originaux ou un seul exemplaire signé électroniquement

Le Président d'Epsilon	La Région
------------------------	-----------

--	--

ANNEXE 1 - Licence des droits de Propriété Intellectuelle au profit des REGIONS membres du projet SOLSTISS

Préambule

Epsilon, titulaire des droits patrimoniaux, concède à la Région par cette licence les droits nécessaires à l'utilisation de la solution SOLSTISS.

Il est néanmoins précisé qu'en cas de départ de l'association Epsilon ou du projet SOLSTISS, la Région conserve la possibilité de continuer d'utiliser le logiciel SOLSTISS pour les développements auxquels la Région a participé via ses financements aux dépenses mutualisées de réalisation et de maintenance. La Région peut faire maintenir et évoluer, à ses frais, par un tiers au projet initial (maintenance tierce) le logiciel SOLSTISS. Le départ volontaire évoqué ci-dessous ne peut être comparé à la résiliation pour faute prévu à l'article 9 de la présente licence.

La Région ne peut pas céder les droits du logiciel SOLSTISS à un tiers sans l'accord du COPIL SOLSTISS et d'Epsilon.

La Région est autorisée par Epsilon dans le cadre de l'annexe-projet et de son avenant 1 à commander des développements spécifiques en procédure B relatifs au logiciel. Ces développements deviendront la propriété d'Epsilon et seront utilisés par la communauté des Régions signataires de l'annexe-projet et de l'avenant 1 ou les ayant ratifiés.

Article 1 : Définitions

Le terme Logiciel désigne les composants du logiciel comprenant l'ensemble des droits de propriété intellectuelle (code source, code objet) ainsi que l'ensemble de la documentation technique relative à son exploitation.

Article 2 : Durée de la licence

La licence est conclue pour la même durée que l'avenant 1 à l'annexe-projet SOLSTISS.

Article 3 : Objet de la licence

La licence définit les termes et conditions dans lesquelles Epsilon consent à la Région, qui accepte à titre non exclusif les droits d'utilisation du Logiciel SOLSTISS.

Article 4 : Droits d'utilisation du Logiciel

La licence d'utilisation du Logiciel permet à la Région d'utiliser ledit Logiciel conformément à sa destination, à savoir la gestion des formations sanitaires et sociales, pour ses besoins propres sur son système d'information ou tout autre qui viendrait à s'y substituer.

Au titre du droit d'utilisation concédé par la présente licence d'utilisation, la Région pourra reproduire, de façon permanente ou provisoire, le Logiciel, aux fins de chargement, affichage, exécution, transmission ou stockage de ce Logiciel.

La Région pourra effectuer une copie de sauvegarde du Logiciel, sauf si ladite copie est fournie par Epsilon. La Région aura sur la copie de sauvegarde les mêmes droits et obligations que sur l'exemplaire du Logiciel concédé en licence. En dehors des droits concédés au présent article ci-dessus et sans préjudice de ceux-ci, la Région n'est pas autorisée au titre des présentes à :

- Copier, imprimer, transférer, transmettre tout ou partie du Logiciel ; Ces restrictions de propriété intellectuelle ne sont pas contradictoires avec la mise à disposition le cas échéant de la solution cible à différents partenaires conventionnés avec chaque Région.
- Compiler le Logiciel, le décompiler, le désassembler, le traduire, l'analyser, procéder au reverse engineering ou tenter d'y procéder, sauf dans les limites autorisées par la loi.
- A céder les droits dont il dispose à un tiers.

Au titre de la Licence, Epsilon concède à la Région relativement au Logiciel, les droits de :

- Reproduction et utilisation des logiciels, par quelque procédé que ce soit, sur tout support papier, magnétique, optique, vidéographique ou numérique, pour toute exploitation, y compris en réseau.
- Dans le cadre de commandes réalisées en procédure B conformément à l'annexeprojet SOLSTISS et à son avenant 1: Adaptation, modification du Logiciel.
- Le tout pour ses besoins propres.

Cette concession de droits est effective pour le monde entier et pour toute la durée de la Licence.

Conformément à l'avenant 1 de l'annexe-projet, les Régions membres du projet SOLSTISS pourront utiliser les résultats des développements réalisés en procédure A et en procédure B.

Dans l'hypothèse où une Région devait quitter l'association et/ou le projet, elle pourra continuer à utiliser le Logiciel à l'exclusion des composants et des versions qu'elle n'aurait pas financés sauf accord d'Epsilon.

Le cas échéant, la Région pourra confier la maintenance et les évolutions à un tiers.

Article 5 : Garantie d'éviction

Les Régions s'étaient vues garantir par le Prestataire à l'origine de la conception du Logiciel la conformité de celui-ci. Epsilon qui détient l'intégralité des droits patrimoniaux s'est vue garantir que le Logiciel ne constitue pas une contrefaçon d'une œuvre préexistante et que les droits de propriété intellectuelle des tiers ont été respectés (notamment les droits d'auteur, droits sur les dessins et modèles, ainsi que les droits sur les brevets et les marques).

Epsilon s'était vue garantir que le Prestataire ne subissait à la date de signature du contrat aucune revendication.

Dans ces conditions, Epsilon cède à la Région la garantie de jouissance paisible dont elle a elle-même bénéficié dans un contrat séparé.

Article 6 : Sort des droits concédés

Dans l'hypothèse d'une décision de dissolution d'Epsilon, cette dernière s'engage à prévenir préalablement les Régions à l'origine de la conception du Logiciel de cette décision et à leur rétrocéder les droits acquis sur le Logiciel SOLSTISS.

Article 7 : Prix

Conformément à l'article L 122-7 du Code de la propriété Intellectuelle, la concession des droits sur le Logiciel est opérée de façon gratuite au bénéfice de la Région.

La Région participe financièrement aux dépenses mutualisées de maintenance et d'évolution du Logiciel dans les conditions de l'annexe-projet et de son avenant 1.

Article 8 : Garantie contractuelle

Epsilon garantit exclusivement la conformité du Logiciel aux caractéristiques fonctionnelles et techniques figurant dans la documentation remise à la Région au titre de la licence.

Epsilon a souscrit une Tierce Maintenance Applicative dont bénéficiera la Région, laquelle maintenance permettra de corriger toute anomalie.

Epsilon fera remonter à la Région et/ ou au Prestataire désigné assurant la maintenance, toute information concernant les anomalies à corriger.

La Région est pleinement informée que le Logiciel qui lui est concédé n'est pas exempt d'anomalies et que son fonctionnement pourrait être interrompu notamment pour des questions de maintenance.

En conséquence, il est rappelé à la Région qu'il lui appartient de prendre toutes les dispositions pour établir les plans de dépannages adéquats et de prendre toute mesure appropriée pour minimiser les conséquences dommageables liées notamment à une possible interruption d'exploitation ou à une possible perte de données générées par le Logiciel et du fait de son utilisation.

Article 9 : Résiliation de plein droit pour faute

La licence pourra être résiliée de plein droit en cas de non règlement par la Région ou la Collectivité de ses redevances liées à la tierce maintenance applicative.

La licence pourra être résiliée pour non-respect des obligations, notamment visées à l'article 4.

Dans une telle hypothèse, ce n'est que si les paiements des redevances susvisés ne sont pas honorés dans un délai de 30 jours suivant la réception par la Région ou la Collectivité d'une lettre LRAR notifiant ce manquement que la résiliation de plein droit pourra être effective.

En cas de cessation des présentes relations contractuelles pour faute dissociable de l'hypothèse du départ volontaire d'une Région sans faute de sa part, la Région ou la Collectivité s'engage soit à restituer à Epsilon dans les 30 jours de la fin des relations contractuelles, l'ensemble des éléments constitutifs du Logiciel, y compris les supports et toutes les copies qui en auront été faites, en garantissant par écrit l'intégralité de cette

remise, soit à fournir par écrit, une attestation certifiant la destruction du Logiciel, de ses supports et de toutes les copies qui auraient pu être faites.

Article 10 : Dispositions générales

Il est entendu entre Epsilon et la Région que les codes sources comprennent les programmes du Logiciel annotés pouvant être lus et interprétés par toute personne connaissant le langage dans lequel ils sont écrits, ainsi qu'une documentation de conception détaillée disponible et organisée par le prestataire et par les Régions membres du projet.

Annexe 2 : Accord de confidentialité VALEO

ACCORD DE CONFIDENTIALITE

ENTRE :

VALEO BAYEN, une Société par Actions Simplifiée, dont le siège social est situé 100, rue de Courcelles – 75017 Paris, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 380 072 520,

Représentée par **M. Geoffrey Bouquot**, Valeo Group Chief Technical Officer (“CTO”) and Vice President Strategy,

Ci-après dénommée « **VALEO** »,

d’une part

ET :

LA REGION ILE DE FRANCE, dont le siège social est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représenté par sa Présidente, Madame Valérie Péresse, en vertu de la délibération CP 2019-131,

Représentée par sa présidente, Madame Valérie Péresse,
Ci-après dénommée le « **BENEFICIAIRE** »,

d’autre part,

Collectivement dénommées ci-après les « **Parties** » et individuellement une « **Partie** ».

AYANT ETE PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

VALEO est un concepteur et fabricant de composants, sous-systèmes et systèmes destinés au domaine des transports terrestres. Elle possède des brevets et du savoir-faire relatifs à ces produits, et aux méthodologies d'innovation et de développement associées.

Le BÉNÉFICIAIRE est une collectivité territoriale de plein exercice, gérée par un conseil régional, composée de conseillers régionaux, élus au suffrage universel direct suite à la loi de décentralisation du 2 mars 1982.

Dans le cadre du projet Ile de France Smart Services, VALEO et le BÉNÉFICIAIRE souhaitent examiner la possibilité de collaborer sur différents sujets tels que décrits en **Annexe 1** (ci-après le « **Projet** »).

Si les Parties décident de travailler ensemble après le Projet, le présent Accord continuera à régir tous les échanges subséquents qui interviendront dans le cadre du Projet, sauf décision contraire des Parties.

Les Parties et/ou leurs Sociétés Affiliées seront amenées à échanger des informations en rapport avec le Projet, qui pourront :

- être confidentielles,
- faire l’objet d’un droit de propriété intellectuelle ou industrielle ou

- de manière générale, ne pas être dans le domaine public.

En conséquence de quoi, les Parties conviennent de conserver confidentielles les informations échangées dans le cadre du Projet, conformément aux dispositions ci-après :

ARTICLE 1 – DEFINITIONS

1.1 Le terme "**Information Confidentielle**" désigne toute information, connaissance ou donnée quelle que soit sa nature (incluant en particulier, mais de manière non limitative, les informations d'ordre technique, industriel, commercial ou financier), quelle que soit son support (oral, écrit, électronique ou autre) et sa forme (incluant en particulier, mais de manière non limitative, les dessins, schémas, descriptions, spécifications, rapports, logiciels et documentation y afférent, échantillons, prototypes, cahiers des charges), qu'elle soit ou non protégée par un droit de propriété intellectuelle, communiquée par l'une des Parties au présent Accord ou une de ses Sociétés Affiliées (le « **Fournisseur de l'Information** »), à l'autre Partie ou une de ses Sociétés Affiliées (le « **Bénéficiaire** »), ou par un tiers autorisé par le Fournisseur de l'Information ou à laquelle une Partie aura accès à l'occasion du Projet.

Toutes les informations communiquées par une Partie à l'autre Partie dans le cadre du Projet, y compris les informations transmises avant la signature de cet Accord, ainsi que l'existence de cet Accord, seront traitées par le Bénéficiaire comme une Information Confidentielle.

1.2 Le terme "**Société Affiliée**" désigne toute entité qui, directement ou indirectement, contrôle, est contrôlée par l'une des Parties, ou est sous contrôle commun avec l'une des Parties, par la détention de cinquante pour cent (50%) ou plus des droits de vote ou par d'autres instruments juridiques.

ARTICLE 2 – EXCLUSIONS

L'obligation de confidentialité ne s'applique pas aux informations :

- a) qui sont publiquement connues à la Date d'Entrée en Vigueur (comme définie ci-après) du présent Accord, ou qui le sont devenues par la suite, sans qu'une faute puisse être imputée au Bénéficiaire;
- b) qui sont communiquées, sans contrevenir à cet Accord, par un tiers en droit de les communiquer et peuvent être divulguées sans restriction;
- c) qui sont déjà en possession du Bénéficiaire avant la Date d'Entrée en Vigueur du présent Accord ou sont développées par le Bénéficiaire indépendamment, sans utilisation d'une Information Confidentielle, à condition que le Bénéficiaire puisse en apporter la preuve;
- d) dont le Fournisseur de l'Information autorise, par écrit, la divulgation.

ARTICLE 3 – NON DIVULGATION ET PROTECTION DES INFORMATIONS CONFIDENTIELLES

Toute Information Confidentielle :

- a) devra être conservée par le Bénéficiaire avec les mêmes mesures de protection pour prévenir les divulgations, copies et/ou utilisations que celles qu'il applique habituellement à ses propres Informations Confidentielles de même nature ;
- b) ne doit pas être communiquée à un tiers sans le consentement préalable et écrit du Fournisseur de l'Information, sauf (i) aux Sociétés Affiliées de VALEO ou (ii) à tout organisme public quand un texte officiel le requiert, sous réserve que le Fournisseur de l'Information en soit préalablement informé par tout moyen approprié (y inclus par fax ou email) de façon à lui donner l'opportunité, dans les cas qui le permettent, de s'opposer à cette divulgation;
- c) ne peut être utilisée par le Bénéficiaire que pour les seuls besoins du Projet. Le Bénéficiaire s'engage notamment à ne divulguer les Informations Confidentielles qu'à ceux de ses salariés, aux salariés de ses Sociétés Affiliées ou à ses consultants externes auxquels cette divulgation est nécessaire pour les fins du Projet et qui sont liés par des obligations de confidentialité et d'utilisation conformes à celles prévues à cet Accord. Chaque Partie doit veiller au respect du présent Accord par ses Sociétés Affiliées, salariés et/ou consultants externes et sera responsable de toute violation commise par ces Sociétés Affiliées, salariés et/ou consultants externes;
- d) ne doit pas être dupliquée par le Bénéficiaire sans l'accord préalable du Fournisseur de l'Information.

ARTICLE 4 - RESTRICTIONS

Aucune disposition du présent Accord ne saurait être interprétée comme :

- a) obligeant une Partie à fournir une quelconque Information Confidentielle à l'autre Partie;
- b) obligeant VALEO à poursuivre sa collaboration avec le Bénéficiaire ou à signer un autre contrat, suite au Projet ;
- c) empêchant VALEO de proposer ses produits ou d'acheter des composants à des tiers.

ARTICLE 5 - DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE ET INDUSTRIELLE

Aucune disposition de cet Accord ne saurait être interprétée comme conférant au Bénéficiaire de l'Information Confidentielle, explicitement ou implicitement, un droit de propriété, de licence, d'usage, ou tout autre droit, portant sur ladite Information Confidentielle.

ARTICLE 6 – DATE D'ENTREE EN VIGUEUR – DUREE – RESILIATION

6.1. Cet Accord entre en vigueur à compter du 1^{er} Février 2022 et d'une durée de cinq (5) ans à compter de cette date.

6.2. Chaque Partie pourra mettre fin au présent Accord de plein droit et sans nécessité d'engager une procédure judiciaire, par simple notification écrite adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, transmise à l'autre Partie deux (2) mois avant la date de résiliation.

6.3. L'obligation de confidentialité du Bénéficiaire prévue par le présent Accord est en vigueur pendant toute la durée de cet Accord ainsi que pendant une période de cinq (5) années suivant la date d'expiration et/ou de résiliation, quelle qu'en soit la raison.

ARTICLE 7 - RESTITUTION DES INFORMATIONS CONFIDENTIELLES

7.1. A tout moment, et au plus tard à la fin du présent Accord, le Bénéficiaire devra, sur demande du Fournisseur de l'Information Confidentielle, restituer les Informations Confidentielles ainsi que les copies autorisées, sous quinze (15) jours et/ou détruire tout fichier informatique contenant ces Informations Confidentielles. Si le Fournisseur de l'Information l'accepte, les Informations Confidentielles et leurs copies autorisées pourront également être détruites par le Bénéficiaire. Une fois la destruction accomplie, le Bénéficiaire devra le notifier par écrit au Fournisseur de l'Information.

7.2. Les copies d'Informations Confidentielles générées automatiquement par des systèmes informatiques de sauvegarde électronique ne seront pas soumises aux obligations de restitution ou destruction stipulées à l'article 7.1, pour autant que le Bénéficiaire n'y accède jamais jusqu'à leur suppression ou destruction.

ARTICLE 8 – INTUITU PERSONAE

8.1. Aucune des Parties ne pourra transférer et/ou céder à un tiers un de ses droits et obligations découlant du présent Accord sans l'accord préalable et écrit de l'autre Partie. Les Affiliées de VALEO ne seront pas considérées comme des tiers au terme du présent Accord.

8.2. Le Bénéficiaire devra informer le Fournisseur de l'Information Confidentielle de tout changement relatif à la propriété ou à la répartition de son capital, à l'exception de tout changement qui touche aux sociétés du Groupe VALEO.

ARTICLE 9 – MODIFICATIONS

Aucune modification au présent Accord ne liera les Parties à moins qu'elle ne soit établie par écrit et signée par les deux Parties.

ARTICLE 10 – VALIDITE DES DISPOSITIONS DE L'ACCORD

Si l'une des dispositions du présent Accord est déclarée nulle ou inapplicable, toutes les autres dispositions du présent Accord demeureront valables.

ARTICLE 11 – DROIT APPLICABLE ET ATTRIBUTION DE COMPETENCE

11.1 Le présent Accord est soumis aux dispositions de la loi française.

11.2 Tous différends découlant du présent Accord ou en relation avec l'exécution ou l'interprétation de celui-ci, seront examinés par la juridiction compétente.

11.3 Les Parties reconnaissent que la non-exécution de l'une quelconque des clauses du présent Accord, par l'une des Parties, pourra avoir pour résultat un préjudice immédiat et irréparable pour l'autre Partie. Par conséquent, et nonobstant ce qui précède et sans préjudice des autres droits et voies d'exécution à sa disposition, une Partie pourra engager devant tout tribunal compétent toute mesure d'urgence dans le cas où l'autre Partie n'exécute pas l'une quelconque des dispositions du présent Accord.

ARTICLE 12 – NOTIFICATIONS

Toute « **Notification** » sera considérée valable si elle est effectuée par Lettre Recommandée avec Avis de Réception, ou en cas d'urgence par email, s'il est accusé réception de l'email par son destinataire.

Toute notification devra être adressée aux adresses suivantes :

- pour VALEO : VALEO BAYEN
 100, rue de Courcelles – 75017 Paris
 A l'attention du Service Juridique
- pour le BENEFICIAIRE : Madame COSTA LE VAILLANT Gwennaëlle
 directrice de la Direction donnée, numérique et smart région

Fait en deux (2) exemplaires originaux

Pour **VALEO BAYEN** :

Pour la **REGION ILE DE FRANCE** :

(Signature)

Nom : M. Geoffrey Bouquot
Titre: *Valeo Group Chief Technical Officer
and Vice President Strategy*

Date: _____

(Signature)

Nom: LA REGION ILE DE France
Titre : représentée par sa présidente, Madame
Valérie Pécresse,

Date:

ANNEXE 1

Surveillance de la qualité de l'air
Détection sans contact des signes vitaux. Utilisation des données de santé et de questionnaires pour des fonctions d'évaluation de l'état du patient, suivi de santé , alertes .
Gestion intelligente et optimisation de l'éclairage
Pollution lumineuse
Accidentologie solutions
Crowd sourcing et mapping
Stations de Recharge